



Pour publication immédiate : 11/06/2018

GOUVERNEUR ANDREW M. CUOMO

LE GOUVERNEUR CUOMO LANCE UNE TOURNÉE EN BUS POUR ADOPTER LE PROJET DE LOI « RED FLAG » DE PROTECTION CONTRE LES ARMES À FEU

Le Gouverneur lance une tournée des écoles en bus à travers l'État en solidarité avec les étudiants, les enseignants et les directeurs d'école pour soutenir la réforme de bon sens sur les armes à feu

Les dirigeants de Long Island approuvent la mesure législative proposée par le Gouverneur Cuomo visant à donner aux enseignants et directeurs d'école des moyens d'action pour éviter les fusillades dans les établissements scolaires par le biais d'une action judiciaire

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a lancé aujourd'hui une campagne à l'échelle de l'État pour adopter le [projet de loi](#) « Red Flag » de protection contre les armes à feu (Red Flag Gun Protection Bill), aussi connu sous le nom de Projet de loi sur l'ordonnance de protection en cas de risque extrême (Extreme Risk Protection Order Bill), proposé par le Gouverneur la semaine dernière. Le bus de la tournée s'est arrêté au lycée Plainview - Old Bethpage John F. Kennedy High School à Plainview, rassemblant les élus locaux, le personnel scolaire et les étudiants pour soutenir le projet de loi. De plus, les dirigeants de Long Island ont appuyé le projet de loi, qui empêcherait les personnes considérées par un tribunal comme étant susceptibles de représenter un danger grave pour elles-mêmes ou les autres d'acheter, de posséder, ou de tenter d'acheter ou de posséder tout type d'arme à feu, notamment des armes de poing, des carabines ou des fusils de chasse. Cette mesure législative s'appuie sur les lois de New York sur les armes à feu, les plus strictes du pays, et les démarches législatives précédentes et, si elle est adoptée, ferait de New York le premier État des États-Unis à donner à ses enseignants et à ses directeurs d'écoles des moyens d'action pour empêcher les fusillades dans les écoles, par le biais d'une action judiciaire.

« New York ne restera pas passif en attendant que Washington agisse contre la violence armée et les fusillades dans les écoles qui sont devenues beaucoup trop fréquentes dans ce pays », **a déclaré le Gouverneur Cuomo.** « Les parents ne devraient pas avoir peur d'envoyer leurs enfants à l'école chaque jour, et les enseignants ne devraient pas avoir à se demander s'ils rentreront chez eux après le travail. Ensemble, nous pouvons adopter cette mesure législative de bon sens sur les armes à feu et nous le ferons, et nous continuerons également à nous battre pour garantir que la violence armée n'ait pas sa place dans ce grand État. »

« Si un collègue ou un étudiant présente un risque ou un danger démontrable pour les autres, il ne devrait pas leur être permis de posséder une arme à feu », **a déclaré la Lieutenant-Gouverneure Kathy Hochul.** « Avec cette mesure législative, nous continuons à faire pression en faveur de mesures de bon sens sur les armes à feu, en donnant aux enseignants et aux directeurs le droit de signaler et potentiellement d'éviter une terrible tragédie. La violence armée cause d'énormes ravages au sein de nos communautés, et New York montre la voie à suivre au reste du pays dans l'objectif de protéger nos étudiants et de sauver des vies. »

Les dirigeants suivants de Long Island ont appuyé l'ordonnance de protection en cas de risque extrême :

- Le Directeur du Comté de Suffolk, Steve Bellone
- La Directrice du Comté de Nassau, Laura Curran
- La Législatrice du Comté de Suffolk, Monica Martinez
- Le Législateur du Comté de Suffolk, Bill Lindsay
- Le Législateur du Comté de Suffolk, DuWayne Gregory
- Le Législateur du Comté de Nassau, Arnie Drucker
- La Superviseuse de Hempstead, Laura Gillen
- La Directrice d'école Lorna Lewis, Plainview-Old Bethpage John F. Kennedy High School

Établir les ordonnances de protection en cas de risque extrême pour sauver des vies

Selon la loi actuelle de l'État, une personne faisant l'objet d'une ordonnance de protection temporaire émise par un tribunal pénal ou familial peut se voir confisquer ses armes à feu, mais le tribunal ne peut émettre une ordonnance de protection temporaire qu'en lien avec une procédure pénale ou familiale. Il n'existe actuellement aucune loi dans l'État de New York autorisant un tribunal à émettre une ordonnance pour saisir temporairement les armes à feu d'une personne suspectée de représenter une menace grave pour elle-même ou les autres, à moins que cette personne ne soit également accusée d'un crime ou d'une infraction familiale.

Cette lacune de la loi persiste, malgré le fait que les membres de la famille appellent souvent les forces de l'ordre lorsqu'ils craignent qu'un proche risque d'être violent envers les autres ou lui-même. De plus, aucun État dans le pays ne donne actuellement de moyens d'action à ses enseignants et directeurs d'écoles pour éviter les fusillades dans les établissements scolaires par le biais d'une action judiciaire.

La loi fournirait toutes les garanties procédurales nécessaires pour assurer qu'aucune arme à feu ne soit confisquée en l'absence de procédure régulière tout en garantissant que les tragédies telles que la fusillade à l'école de Parkland en Floride et la tuerie de masse au Waffle House à Nashville, dans le Tennessee, ne se reproduisent pas. Dans ces deux cas, de multiples sources avaient signalé que le tireur était perturbé et dangereux, et il a pourtant été autorisé à acheter et à posséder des armes mortelles. Une ordonnance de protection en cas de risque extrême aurait pu éviter d'innombrables morts inutiles.

Prolonger le délai d'attente de vérification des antécédents

Le Gouverneur Cuomo a précédemment [proposé](#) une mesure législative pour établir un délai d'attente de dix jours pour les individus qui ne reçoivent pas une autorisation immédiate d'achat d'arme à feu à travers le système national de vérification instantanée des antécédents criminels (National Instant Criminal Background Check System, NICS). La loi fédérale actuelle exige aux vendeurs d'armes à feu d'effectuer un contrôle des antécédents NICS pour tout acheteur potentiel avant de lui vendre une arme à feu. Ce contrôle fournit au vendeur trois notifications possibles. Ces notifications sont les suivantes, « Continuer », « Refusé », ou « Différé ». Dans le cas d'une réponse « Différé », le vendeur doit attendre trois jours avant de poursuivre la vente, même si le FBI continue son enquête sur une personne au-delà du délai de trois jours. Souvent, au moment où il s'est avéré que l'acheteur potentiel était en fait inéligible, il avait déjà pu acheter l'arme à feu au bout du délai de trois jours. Une prolongation de ce délai à dix jours laisse suffisamment de temps pour effectuer la vérification des antécédents et contribue aux efforts législatifs pour garantir que seules les personnes en droit d'acheter et de posséder une arme à feu, peuvent le faire.

La Membre de l'Assemblée Jo Anne Simon a déclaré : « Lorsqu'une personne présente des signes précurseurs indiquant qu'elle pourrait représenter un grave danger pour elle-même ou les autres, les enseignants, les directeurs d'école et les membres de sa famille remarquent souvent directement ces signes. Mais à New York, même lorsque ces préoccupations sont signalées, les forces de l'ordre n'ont pas toujours le pouvoir d'agir et de contribuer à prévenir les tragédies liées à la violence armée. Une ordonnance de protection temporaire en cas de risque extrême permettrait de limiter l'accès d'une personne aux armes à feu si elle présente un risque sérieux, tout en prévoyant une garantie de procédure régulière et un droit de recours. Je félicite le Gouverneur Cuomo de s'être attaqué à ce problème et d'avoir proposé cette mesure législative. Elle permettra de sauver des vies ».

Le Directeur du Comté de Suffolk, Steve Bellone, a déclaré : « Le Gouverneur Cuomo a systématiquement démontré qu'il est un leader national en ce qui concerne l'adoption de mesures de bon sens sur la sécurité des armes à feu. Cette toute dernière mesure législative donnera des moyens d'action aux enseignants, et leur permettra de faire ce qu'ils souhaitent vraiment : enseigner. Le moment est venu de nous lever pour protéger nos enfants et mettre fin à la violence armée à New York une fois pour toutes, et je travaillerai sans relâche avec nos dirigeants locaux pour garantir que cette mesure législative soit adoptée ».

La Directrice du Comté de Nassau, Laura Curran, a déclaré : « Les étudiants méritent de se sentir en sécurité et accueillis à l'école tout en recevant la meilleure éducation possible. Le Gouverneur Cuomo agit en proposant le projet de loi "Red Flag" pour protéger nos classes. New York prend la tête de la nation lorsqu'il faut agir, et j'incite vivement les dirigeants de notre État à adopter ce projet de loi immédiatement ».

Le Président du comté de Suffolk, le Législateur DuWayne Gregory, a déclaré : « La violence armée insensée dont nous entendons parler presque tous les jours doit cesser. Il est clair que ce problème ne se résoudra pas de lui-même, et pourtant,

Washington et les dirigeants de notre nation refusent d'agir. Heureusement, ici, à New York, notre Gouverneur a fait de la réforme des armes à feu une priorité absolue, et continue à proposer une mesure législative pour garantir la sécurité des New-Yorkais et empêcher les individus dangereux de se procurer des armes à feu. Je soutiens pleinement le Gouverneur Cuomo dans son combat contre la violence armée et les fusillades de masse, et j'implore les législateurs de New York d'appuyer ce projet de loi et de faire en sorte qu'il soit adopté ».

La Législatrice du Comté de Suffolk, Monica Martinez, a déclaré : « Je félicite le Gouverneur d'avoir montré l'exemple au reste du pays et d'avoir pris position à un moment où notre gouvernement fédéral a choisi de tourner le dos à la jeunesse américaine. Les New-Yorkais se sont exprimés, et les appels en faveur de la sécurité des armes à feu et la réforme se sont fait entendre à travers l'État et au-delà. En soutenant cette mesure législative historique, le Gouverneur Cuomo montre exactement quelles sont ses priorités, ce qui permet de protéger les citoyens de New York et de garantir que nos établissements scolaires soient un environnement de qualité, sûr et inclusif pour les étudiants de tous âges ».

Le Législateur du Comté de Suffolk, Bill Lindsay, a déclaré : « Notre priorité absolue, en tant que législateurs, est de protéger notre population la plus vulnérable : nos enfants. Les mesures de sécurité concernant les armes à feu, comme l'ordonnance de protection en cas de risque extrême, donneront des moyens d'action à nos enseignants et renforceront la sécurité dans les districts scolaires à travers l'État. Je suis fier de me joindre au Gouverneur Cuomo pour soutenir cette mesure législative ».

Le Législateur du Comté de Nassau, Drucker, a déclaré : « Nous vivons actuellement à une époque où les étudiants se demandent quand—et non pas si—leur école sera touchée par la violence armée. Au lieu de fournir des sacs à dos pare-balles et d'équiper les enseignants d'armes à feu, nous devons éradiquer cette violence à sa source en empêchant que les armes à feu ne se retrouvent dans de mauvaises mains. Je félicite le Gouverneur Cuomo de s'être battu pour nos enfants, alors que Washington ne le fait pas, et d'avoir agi comme un leader que cette nation devrait suivre en ce qui concerne les réformes de bon sens sur les armes à feu. Ce projet de loi permet incontestablement à New York d'avancer dans la bonne direction, et l'on ne peut qu'espérer que le reste du pays fera de même ».

La Superviseuse de Hempstead, Laura Gillen, a déclaré : « En tant que parent et également en tant que dirigeante du plus grand canton de l'Amérique, je suis écœurée par la vague de violence armée qui déferle sur notre nation. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne rien faire alors que notre pays a subi jusqu'à maintenant en moyenne une fusillade par jour dans les écoles, cette année. Je suis donc fière d'être aux côtés du Gouverneur Cuomo et de soutenir ses efforts en vue de renforcer de manière proactive la sécurité des armes à feu à travers notre État et de mettre fin à ce fléau dramatique avant qu'il n'empire ».

La Directrice du lycée Plainview-Old Bethpage Lorna Lewis a déclaré : « Nous devons mettre fin au fléau de la violence armée qui a touché trop de nos écoles. Heureusement, à New York, nous avons un Gouverneur qui s'est engagé à agir et à apporter un changement significatif qui renforcera la sécurité dans nos écoles. Le projet

de loi "Red Flag" sauvera des vies et attirera adéquatement l'attention sur la santé mentale. J'encourage notre législature à faire front commun dans un esprit bipartite et à adopter le projet de loi proposé par le Gouverneur dès maintenant avant que d'autres enfants et membres du personnel scolaire ne souffrent à nouveau ».

###

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.governor.ny.gov
État de New York | Chambre Exécutive | press.office@exec.ny.gov | 518.474.8418

[SE DÉSINSCRIRE](#)